

Bilan social 2015

La violence sociale continue à La Poste

Année après année, le bilan social de La Poste affiche des résultats affligeants, à l'image de ses services qui ploient sous les coups d'une stratégie qui n'a que faire de l'intérêt général. La communauté des postier-es est cette année encore mise à l'épreuve avec des indicateurs sociaux qui continuent à se dégrader, notamment sur le front de l'emploi avec un solde négatif de 7 302 personnes physiques de moins que l'année précédente.

Même si l'Etat continue à ne pas compenser La Poste pour ses missions de service public (l'ardoise s'élève à 500 millions d'euros en 2015) et s'il n'hésite pas à prendre 171 millions de dividendes, la démonstration de l'ineptie du Crédit Investissement Compétitivité Emploi se répète ainsi chaque année depuis que La Poste y est assujettie. En 2015, à hauteur de 318 millions pour l'exercice 2015, près d'un milliard d'euros sur trois années pour près de 20 000 départs non remplacés sur la période ! La démonstration est faite, qu'à La Poste, comme ailleurs, non seulement ce dispositif couteux ne génère aucun emploi mais il ne préserve même pas ceux existants !

Le ministère de l'économie, représenté au Conseil d'Administration du 23 juin n'aura droit qu'à une version édulcorée du bilan social, réduit à quelques feuillets par la direction des ressources humaines pour la circonstance. Dommage, il aurait pu constater que l'absentéisme consécutif à des maladies ou accidents du travail était en hausse, comme d'ailleurs le taux de gravité de ces accidents.

Pour SUD PTT, n'en déplaise à Bercy, à la Cour des Comptes et aux patrons, La Poste n'est pas un "business" comme les autres, des millions de personnes comptent sur ce service public, des dizaines de milliers de postier-es sont à la manœuvre pour l'accomplir. La politique d'austérité salariale, les restructurations incessantes et la répression anti syndicale qui s'ensuit régulièrement, sont révélatrices d'une démarche foncièrement anti-sociale, pour les personnels comme pour les utilisateurs des services de La Poste.

Dans toutes les instances de La Poste, nos représentants dénoncent régulièrement cette dérive, commanditent des expertises qui immanquablement pointent le mal-être social. Nous sommes en complet décalage avec les engagements de l'accord Qualité de Vie au Travail que nous avons dénoncé il y a deux ans, promesses non tenues, dérive des indicateurs sociaux, la fédération SUD PTT met en garde les dirigeants de La Poste comme leur tutelle gouvernementale sur les conséquences de leurs actes.

Paris le 20 juin 2016

C o m m u n i q u é d e p r e s s e